Guillaume Duval, *Alternatives économiques*, 29 mai 2020

750 milliards d'euros, le diable et les détails

alternatives-economiques.fr/750-milliards-deuros-diable-details/00092931

La Commission européenne a présenté mercredi un plan de 750 milliards d'euros destiné à venir en aide aux pays et aux activités les plus affectés par la crise du Covid-19. S'il venait à être adopté, il marquerait un pas significatif pour l'Union européenne, tant par la forte hausse de son budget que cela impliquerait que par le mode de financement. Cette proposition prévoit en effet l'émission d'eurobonds, des titres de dette européens, sur les marchés financiers.

Mais les négociations ne sont pas terminées et les conditions de mise en œuvre de ce plan pourraient en réduire fortement la portée. Car il est étroitement associé aux négociations en cours depuis de longs mois autour du cadre financier pluriannuel (CFP), qui définit le budget de l'Europe pour la période 2021-2027. Sa validation suppose également de modifier les règles régissant les ressources propres mobilisées par l'Union.

Or, ces textes requièrent l'accord unanime des chefs d'Etat et de gouvernement ainsi que l'approbation des parlements nationaux. Les premiers vont se réunir le 19 juin prochain pour examiner le plan de la Commission, mais il y a de fortes chances que les négociations n'aboutissent pas à l'occasion de ce sommet et qu'il faille attendre cet été, lorsque l'Allemagne prendra la présidence tournante de l'Union, pour avoir le fin mot de l'affaire.

Budget renforcé

Pour ne pas avoir à créer une structure juridique nouvelle, ce qui aurait nécessité du temps supplémentaire et des négociations complexes, la Commission a choisi d'ajouter ces dépenses au budget européen. En cours de finalisation avant le Covid-19, son montant était prévu à 1 100 milliards d'euros pour 2021-2027.

La baisse prévisible de l'ordre de 10 % du PIB européen cette année pose cependant la question du maintien de ce budget au montant prévu : la part du PIB européen qu'il représente augmenterait en effet automatiquement dans ce cas de l'ordre de 10 % également. Si la somme initiale est bien maintenue, le volume du budget se trouverait donc accru de 68 % avec les nouvelles dépenses prévues par la Bruxelles. Un saut important.

De plus un tabou serait brisé puisque ce budget ne serait plus strictement équilibré, comme c'était le cas jusqu'à présent : la Commission serait en effet autorisée à emprunter ces 750 milliards d'euros sur les marchés entre 2021 et 2024. Une dette qui ne serait pas à rembourser durant la période de sept ans couverte par le prochain cadre financier pluriannuel, mais ultérieurement avec des échéances pouvant aller jusqu'à

trente ans. Elle serait donc indirectement à rembourser par les Etats membres en fonction de leurs contributions au financement de l'Union à ce moment-là (qui peuvent être significativement différentes d'aujourd'hui).

Les pays de l'Est auront plus que l'Italie et l'Espagne

Du côté des dépenses, le montant affiché par la Commission est sensiblement supérieur à celui de 500 milliards d'euros proposé le 18 mai dernier par Emmanuel Macron et Angela Merkel. Mais il y a comme toujours un peu de gonflette dans cette présentation. Le « European Recovery and Resilience Facility » (ERRF), qui correspond à la proposition Macron-Merkel, représente certes 560 milliards d'euros dans le paquet de Bruxelles. Mais, contrairement à la proposition franco-allemande, il n'est pas composé seulement de dons aux différents pays : il prévoit 310 milliards d'euros de dons et 250 milliards de prêts. Or, les prêts sont d'une aide très relative pour des pays déjà très endettés comme l'Italie.

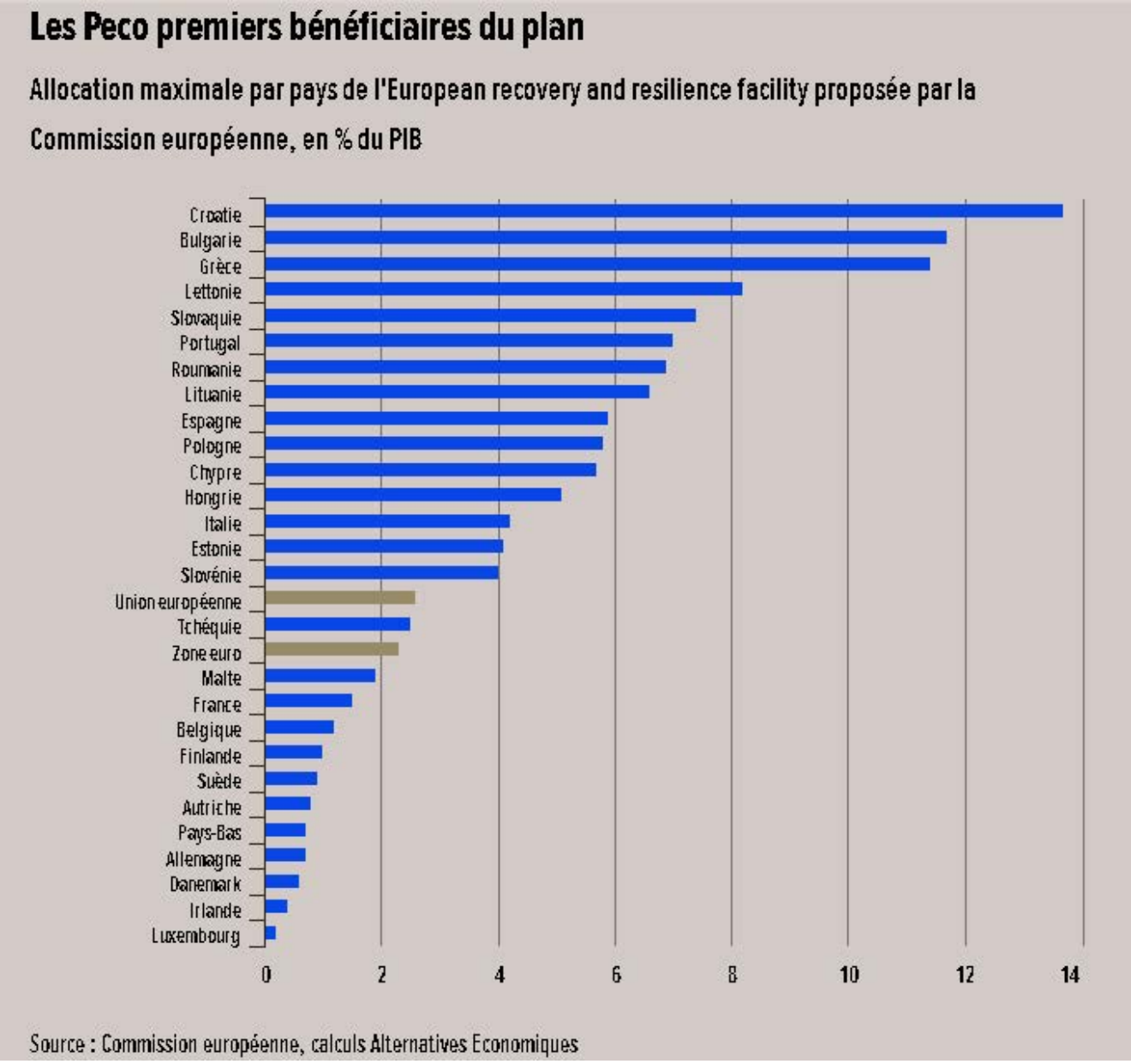
Par ailleurs, si on observe la répartition prévue de ces aides on se rend compte que, via la prise en compte à des écarts importants des niveaux de richesse de chaque pays, elle fait la part belle aux pays d'Europe centrale et orientale (Peco), bien qu'ils aient été dans l'ensemble nettement moins affectés sur le plan sanitaire et économique par la Covid 19 que les pays du Sud-Ouest de l'Europe.

C'est un calcul politique qui explique cet état de fait : face à la menace de blocage du « club des radins » d'Europe du Nord (gouvernement néerlandais, autrichien, suédois et danois), la Commission a manifestement préféré prendre les devants en achetant le soutien des Peco. Mais du coup, l'Espagne ne serait plus que le 8e pays le plus aidé par ce fonds en Europe et l'Italie le 12e (la France 18e), bien qu'ils soient les plus touchés par l'épidémie.

Le sempiternel chantage aux « réformes structurelles »

De plus il faudra vérifier comment ces fonds seront effectivement distribués : la Commission européenne fait référence en particulier au semestre européen dans son projet (le processus par lequel elle examine les budgets nationaux). Autrement dit, ces aides risquent d'être conditionnées à la mise en œuvre des sempiternelles « réformes structurelles » néolibérales que Bruxelles préconise systématiquement à tous les pays, année après année.

A côté de ce fonds, les propositions de la Commission comprennent aussi environ 150 milliards d'euros de dépenses directement liées à la crise, dont : 55 milliards d'euros pour les fonds structurels destinés aux régions les plus atteintes ; 46 milliards de garanties pour que la Banque européenne d'investissement (BEI) puisse garantir davantage de prêts aux entreprises du continent ; 40 milliards pour le fonds qui doit

aider à amortir les conséquences sociales de la transition écologique ; et 12 milliards pour soutenir les politiques de santé et la sécurité civile en Europe. Le reste est saupoudré sur les autres politiques de l'Union européenne.

En résumé, au-delà du fait que les négociations sont loin d'être terminées, le diable risque comme d'habitude de se cacher dans les détails, pour réduire l'ambition et la capacité redistributive de cette proposition destinée à compenser les effets de la crise actuelle.